

P. 6 Grand format
Dans l'Indre, logistique
et facteurs au service
du portage de repas

P. 8 D'intérêt général
Les politiques de
solidarités locales face
au défi du vieillissement
de la population

P. 13 Traits d'union
Université des maires :
accompagner les élus
dès le début du mandat

portéo

CENTRE-VAL DE LOIRE

le billet de...



Tony Rouillé,
délégué régional du groupe La Poste
en Centre-Val de Loire

Je suis ravi de vous retrouver pour ce numéro du magazine *Postéo*. À l'heure où les équipes municipales s'installent, le groupe La Poste affirme son engagement aux côtés des élus et des collectivités du Centre-Val de Loire. Avec ce magazine, nous partageons des solutions concrètes déployées avec vous, au service des territoires et des habitants.

Dès le début du mandat, nous accompagnons les élus dans leur installation, notamment lors des Universités des maires. La Banque Postale y présente les fondamentaux budgétaires et apporte des repères clés pour comprendre, structurer et financer l'action publique.

Premier prêteur bancaire des collectivités depuis 2015 ⁽¹⁾, La Banque Postale accompagne au quotidien les projets à impact environnemental et social. En Indre-et-Loire, elle soutient le service départemental d'incendie et de secours (Sdis) en finançant des investissements visant à moderniser ses infrastructures et ses équipements, afin d'adapter en continu sa réponse opérationnelle aux besoins du territoire.

Face au vieillissement de la population, La Poste agit au plus près des habitants pour favoriser le maintien à domicile, en s'appuyant sur la présence des facteurs. Dans l'Indre, pour le compte de Midi Service, ils assurent le portage de repas dans les zones rurales. En 2025, près de 15 600 repas ont ainsi été livrés aux seniors indriens. Au-delà de la livraison, ce service crée du lien et contribue à rompre l'isolement.

Enfin, nous accompagnons la transition numérique des territoires en conjuguant inclusion et modernisation des services publics. À Orléans, le Café IA organisé par La Poste avec le Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion du Loir-et-Cher favorise l'appropriation de l'intelligence artificielle. Parallèlement, des solutions comme le vote électronique, déployé dans le Loir-et-Cher, aident les collectivités à moderniser leurs pratiques en toute sécurité. Toutes ces solutions concrètes, et bien d'autres encore, sont à découvrir dans ce nouveau numéro de *Postéo*.

Bonne lecture et bel été!

(1) Source : Observatoire de la dette - Finance Active - mars 2026.

CENTRE-VAL DE LOIRE

Facteur de fierté

95,8%

des habitants du Centre-Val de Loire sont à moins de 5 km et à moins de 20 minutes en voiture d'un point de contact La Poste, en 2025.

OUVERT



PRÉSENCE

Un Point de services ruralité

À Mérinville, commune loirétaine de 180 habitants, un Point de services ruralité a ouvert au sein de la mairie pour faciliter l'accès des habitants aux services essentiels de La Poste. Ce nouveau format permet d'affranchir et de déposer des courriers et des colis, de gérer les instances directement en mairie et de solliciter le passage du facteur pour des achats postaux occasionnels. Un îlot numérique, à disposition des habitants, est équipé d'un ordinateur et d'une imprimante. Il offre un accès simplifié aux services en ligne, qu'il s'agisse d'opérations sur un compte La Banque Postale ou de démarches administratives. Ce dispositif, intégré à l'expérimentation nationale des Points de services ruralité de La Poste, renforce la présence postale et l'accès aux services publics dans les territoires ruraux.





PRÉVENTION

Agir contre le risque canin

Les facteurs sont, chaque année, exposés aux risques canins, troisième cause d'accidents du travail à La Poste. En Centre-Val de Loire, plus de 70 morsures ont été recensées en 2025. Pour garantir la sécurité de ses postiers et éviter toute interruption de distribution du courrier, des colis et des prestations réalisées par les facteurs, La Poste renforce la prévention, notamment auprès des élus, avec des interventions durant les Salons des maires, des communes et des intercommunalités. La Poste rappelle aux propriétaires de chiens l'importance de sécuriser leurs accès et d'isoler leurs chiens lors du passage du facteur : fermer son portail, isoler l'animal avant d'ouvrir la porte, placer une boîte aux lettres accessible depuis l'extérieur et disposer d'une sonnette aux abords de la propriété sont des gestes essentiels pour prévenir les accidents.



postéo CENTRE-VAL DE LOIRE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Centre-Val de Loire. **Directeur de la publication :** Tony Rouillé. **Directrice de la rédaction :** Daphnée Leblanc. **Rédactrice en chef :** Anaïs Petit. **Rédactrices :** Anaïs Petit, Isabelle Paolucci. **Crédits photo :** DR La Poste, Adobe Stock, Âge d'Or Services – Fred Wagner, Midi Service, mairie de Yermenonville, conseil départemental de Loir-et-Cher – T. You, Crepi Loiret, Sdis Indre-et-Loire, Gaspard Mathé – *La Nouvelle République*, édition Indre. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** 11h45, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** MAVAS Paris. **Imprimerie :** Paragon. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2026. Ce document est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.

La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



Version e-accessible par 



3

Postéo • Centre-Val de Loire • Juillet 2026 • N° 73

L • E • T • O • U • R • D • E • L • A • R • E • G • I • O • N

Chiffre clé

2 230

facteurs en Centre-Val de Loire, acteurs de confiance et de proximité dans la région, en 2025.



LIVRAISON

La logistique au service du dépistage

Pour améliorer la fluidité du programme de dépistage organisé du cancer du sein dans le Berry, le centre régional de coordination des dépistages des cancers – Centre-Val de Loire confie à La Poste le transport sécurisé des mammographies des sites de réalisation des examens vers ses antennes départementales, pour la seconde lecture. Cette action s'inscrit dans le cadre du programme national de dépistage organisé du cancer du sein, qui invite les femmes âgées de 50 à 74 ans à réaliser gratuitement une mammographie de dépistage. Les facteurs collectent des contenants scellés et les livrent dès le lendemain, assurant ainsi un flux régulier et fiable. Ce dispositif optimise l'acheminement des examens et réduit les délais de seconde lecture dans des territoires où l'accès aux services de santé est un enjeu majeur.



SERVICES

Âge d'Or, en faveur du bien vieillir

La Poste poursuit son engagement en faveur du bien vieillir avec l'ouverture de deux agences de sa filiale Âge d'Or Services dans la métropole orléanaise et à Romorantin. Ces nouvelles implantations complètent l'offre locale d'accompagnement à domicile, au plus près des besoins des seniors et de leurs aidants. Les agences proposent une palette de prestations allant de l'aide à la personne, l'entretien du logement aux petits travaux de bricolage et de jardinage, en passant par l'aide aux repas, l'accompagnement administratif et la téléassistance. Spécialisées dans l'accompagnement de publics fragilisés, y compris ceux atteints de pathologies lourdes, les équipes s'inscrivent dans une approche globale visant à favoriser le maintien à domicile dans des conditions optimales de sécurité et de confort.

Chiffre clé

34 353

emplois soutenus par les activités du groupe La Poste en Centre-Val de Loire, en 2025.



RECRUTEMENT

L'alternance au service de l'emploi

En Centre-Val de Loire, près de 120 alternants intégreront à la rentrée scolaire des parcours en alternance au sein du groupe La Poste. Une soixantaine d'entre eux se destine au métier de facteur, via un recrutement mené avec France Travail et les missions locales, partenaires de l'insertion et mobilisés pour faciliter l'accès à l'emploi. Le recrutement est réalisé après une mise en situation professionnelle, sans CV, pour favoriser l'égalité des chances. Ces alternants, répartis dans les centres courrier sur l'ensemble de la région, affichent un taux d'insertion professionnelle de 86%. Les parcours en alternance concernent aussi les métiers de la logistique, avec une formation de préparation de commande à la plateforme industrielle de Sorigny, ainsi que les métiers du commerce, des ressources humaines et du secteur bancaire.



ÉTHIQUE

Des postiers prêtent serment

Entre mars et juillet, près de 70 nouveaux postiers de la région Centre-Val de Loire ont prêté serment lors de cérémonies, en présence de représentants de la gendarmerie et de la police. Ce protocole, qui garantit le respect des devoirs et des obligations de la fonction du postier, porte cinq engagements : remplir avec conscience les missions confiées, respecter l'intégrité des objets, garantir le secret des correspondances, y compris électroniques, exécuter avec probité les opérations financières et signaler toute infraction. Ce troisième engagement protège la vie privée des clients et assure une relation de confiance. C'est ce socle qui permet à La Poste d'assurer des missions nécessitant un haut niveau de confiance, telles que la veille sociale, et la détection de la fragilité des seniors, ou le portage de repas à domicile.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T

Portage de repas : dans l'Indre, une logistique de proximité au service des seniors

Dans l'Indre, Midi Service propose une offre de livraison quotidienne de repas à destination des particuliers. L'entreprise, implantée à Châteauroux, assure directement les livraisons dans les zones urbaines. Depuis 2020, elle s'appuie sur le maillage territorial et l'expertise logistique de Log'issimo, marque de La Poste et opérateur logistique de proximité, pour desservir les communes les plus isolées et ainsi couvrir l'ensemble du département. Les facteurs, spécialement formés à la relation avec les personnes âgées ainsi qu'aux règles d'hygiène et de sécurité alimentaire, assurent cette mission. C'est également un moyen de renforcer le lien social et de contribuer à rompre l'isolement. En 2025, près de 15 600 repas ont été livrés au domicile des seniors dans l'Indre. Dans un contexte de transition démographique marqué par le vieillissement de la population, ce service constitue un levier essentiel pour accompagner le maintien à domicile.



« Pour accompagner Midi Service dans la livraison de repas, La Poste mobilise son expertise logistique avec Log'issimo, sa solution de logistique de proximité au service des entreprises et des collectivités. En s'appuyant sur son maillage logistique qui couvre l'ensemble du département et sur la présence quotidienne des facteurs, La Poste prend en charge les livraisons dans les zones rurales. Chaque soir, les repas conditionnés en contenants isothermes sont collectés auprès de Midi Service, puis acheminés vers les sept sites courrier du département via le réseau logistique postal. Ils sont livrés le lendemain par les facteurs au domicile des clients. Cette organisation est assurée par un transport en température dirigée, sécurisé et conforme aux exigences sanitaires, sans recours à des véhicules frigorifiques, permettant une souplesse d'organisation pour couvrir l'ensemble du territoire et s'adapter aux besoins. »

Hervé Poorteman,
directeur régional de Log'issimo – La Poste

« Midi Service a été créé en 2007, à partir d'une page blanche. Il a fallu tout construire, de la logistique aux outils informatiques. L'idée est née d'une expérience personnelle et de la conviction que, dans un département rural comme l'Indre, de nombreuses personnes âgées avaient besoin d'un service de qualité pour rester chez elles. Aujourd'hui, nous comptons près de 400 clients, pour environ 250 repas livrés chaque jour. La qualité des plats est essentielle : nous travaillons avec un traiteur proposant des produits locaux et du fait maison. Un quart des livraisons sont assurées par le facteur. Ce choix ne répond pas seulement à un enjeu logistique : le facteur n'apporte pas seulement un repas, il apporte une présence, recrée du lien humain et assure une veille quotidienne. Pour les familles, à l'origine de près de la moitié des contrats, cette visite régulière est rassurante. »

Christian Rebillon,
directeur et fondateur de Midi Service



Le portage de repas contribue au maintien à domicile des seniors indriens.

83 ans
C'est la moyenne d'âge des clients de Midi Service.



Les politiques de solidarités locales face au défi du vieillissement de la population

Vieillesse de la population, isolement des personnes âgées, précarité sociale ou numérique... Selon l'Insee, 2,8 millions de personnes de plus de 60 ans devraient se trouver en perte d'autonomie en 2050, contre moins de 2 millions aujourd'hui. Face à cette réalité, les politiques de solidarités locales doivent être pensées dès maintenant et s'ancrer dans les réalités de chaque territoire.

Dès leur début de mandat, les élus sont confrontés à un défi : répondre aux problématiques de leurs administrés les plus fragiles dans un cadre budgétaire contraint. Pour cadrer leur action et construire une politique de solidarités locales efficiente, ils doivent disposer d'une connaissance fine de leur territoire. Encore faut-il pouvoir identifier les publics vulnérables, et se comparer à des villes similaires...

Cartographier les fragilités pour mieux décider

En début de mandat, la réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS), une obligation légale pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) des communes de plus de 1 500 habitants, apporte un premier éclairage. En agrégeant les données de l'Insee, de la CAF ou de la CPAM enrichies par près de 220 indicateurs cartographiés, l'outil de La Poste permet de croiser des données sociales, démographiques et territoriales afin de repérer les zones à risque d'isolement ou les publics les

plus fragiles. Parmi les 220 indicateurs, trois indicateurs sont exclusifs à La Poste : flux de mobilités résidentielles, risques de non-recours aux soins ou aux prestations sociales. Ainsi, le CCAS de Tergnier (Aisne) s'est appuyé sur La Poste pour réaliser son ABS afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. À Allonnes (Sarthe), l'ABS a fourni le socle pour structurer deux projets phares du mandat – un pôle seniors et une résidence autonomie – en phase avec les besoins réels des habitants.

Anticiper le vieillissement et la perte d'autonomie

Pour répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, les collectivités doivent passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Résultat : des dispositifs de détection précoce des fragilités se déploient progressivement dans les territoires.

Le programme Icope, par exemple, conçu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et déployé avec l'appui du groupe La Poste, permet de repérer les premiers signes de perte d'autonomie directement au domicile des personnes âgées, notamment celles éloignées des parcours de soins. Grâce à l'intervention de facteurs formés, ces évaluations contribuent à anticiper les situations de dépendance et à orienter les seniors vers des accompagnements adaptés. En Corrèze, 8 000 seniors ont été informés du dispositif par les facteurs, à domicile.

Préserver le lien social, au quotidien

Le maintien à domicile, souhaité par plus de 9 Français sur 10⁽¹⁾, suppose des services réguliers dans la durée, délivrés par des partenaires de confiance. Le portage de repas en est une illustration concrète : à Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le CCAS a confié ce dispositif à La Poste. Observations, échanges, remontées d'alertes vers les services municipaux... Au-delà de la livraison, le facteur assure une veille sociale à chaque passage. En 2025, 12 millions de repas ont été livrés à domicile par les postiers, témoignant d'un besoin grandissant et d'une relation de confiance entre les collectivités et La Poste.

(1) Chiffre du ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

À Auch, le patrimoine postal favorise le bien vieillir



Ouverte en décembre 2025, la résidence services seniors d'Auch illustre la manière dont le groupe La Poste accompagne les collectivités face au vieillissement de la population. Porté par La Poste Immobilier⁽¹⁾, le projet a transformé un bâtiment postal patrimonial du XVIII^e siècle, attenant à un bureau de poste, en 35 logements destinés à des seniors autonomes. Exploitée par Les Jardins d'Arcadie, la résidence propose des espaces communs, des services de proximité et l'accompagnement quotidien d'une « postière-régisseuse » chargée d'assurer accueil et lien social. Menée avec la Banque des Territoires et le groupe Acapace, l'opération contribue à la fois à la revitalisation du centre-ville et au maintien de l'autonomie des habitants âgés. Cinq résidences services seniors ont déjà été livrées par La Poste Immobilier en cœur de villes moyennes, au cours de ces quatre dernières années.

(1) Filiale du groupe La Poste.

Témoignage
“ ”

« Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs. »

Patrick Lafon,
Président de l'Union départementale des CCAS 91

Domiserve facilite l'action sociale des collectivités locales

Filiale de La Banque Postale dédiée aux services à la personne et premier émetteur du Cesu (Chèque emploi service universel), Domiserve accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre et le pilotage de leurs politiques sociales. Grâce au Cesu social, elle permet de sécuriser le versement d'aides comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la prestation de compensation du handicap (PCH), en garantissant leur utilisation effective pour des services à domicile. En complément, ses solutions de télégestion facilitent le suivi des interventions au domicile des bénéficiaires, avec une facturation basée sur les prestations réellement réalisées. Cette approche offre aux collectivités une meilleure visibilité sur l'utilisation des aides, tout en simplifiant les démarches pour les bénéficiaires et les acteurs de terrain. À l'image de la Seine-Saint-Denis (4 000 bénéficiaires) ou de l'Ardèche (900 bénéficiaires) pour le versement du Cesu social, et de la Vienne (1 200 bénéficiaires) où s'ajoute également la télégestion, Domiserve accompagne aujourd'hui plus d'un tiers des Départements dans la gestion de leurs dispositifs d'action sociale.

RÉPONDRE AU DÉFI SOCIAL DU VIEILLISSEMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ

Face au vieillissement de la population et à la montée des précarités sociale et numérique, le groupe La Poste accompagne les collectivités dans leurs actions au service des personnes les plus vulnérables.

AGIR POUR LE MAINTIEN À DOMICILE DES PUBLICS ÂGÉS ET FRAGILES

12 millions

de repas distribués par les facteurs
pour faciliter le maintien à domicile
des personnes vulnérables

287 000

bénéficiaires des services
d'accompagnement du groupe La Poste
pour des publics âgés et fragiles

500 000

bénéficiaires du Cesu social pour
le versement de l'APA⁽¹⁾ et de la PCH⁽²⁾
via Domiserve

AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE ET NUMÉRIQUE

1,7 million

de personnes accompagnées via
des actions de médiation dans
665 bureaux situés en quartiers prioritaires
de la politique de la ville (QPV)

809 000

personnes détectées, accompagnées
ou formées dans l'usage du
numérique par le groupe La Poste

541 000

bénéficiaires de dispositifs d'inclusion
bancaire de La Banque Postale ayant
pu percevoir des prestations sociales



Plus de **85 000** chargés de clientèle et conseillers bancaires
en bureau de poste, facteurs et livreurs, en relation avec les clients

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.
(2) Prestation de compensation du handicap.
Source : groupe La Poste – données 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Présente à l'Université
des maires d'Eure-et-Loir pour
présenter les fondamentaux
du financement local,

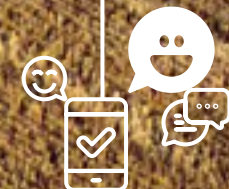
La Banque Postale accompagne
les territoires en soutenant,
par un prêt social de 2,2 millions
d'euros, les investissements
du Sdis d'Indre-et-Loire.

P. 12

#connecter

La Poste accompagne
la transition numérique
en favorisant la compréhension
des usages de l'IA à travers
l'organisation d'un Café IA
et en accompagnant la
modernisation des pratiques
publiques grâce au vote
électronique en Loir-et-Cher.

P. 14



#dynamiser

Investir pour un service de secours de proximité

Avec le soutien de La Banque Postale, le service départemental d'incendie et de secours (Sdis) d'Indre-et-Loire investit pour moderniser ses infrastructures, afin d'adapter sa réponse opérationnelle aux besoins du territoire.

Face à l'évolution des risques climatiques et à une activité dominée par le secours à la personne, le service départemental d'incendie et de secours d'Indre-et-Loire s'appuie sur son schéma départemental d'analyse et de couverture des risques, qui définit les priorités guidant ensuite son plan pluriannuel d'investissement et de fonctionnement. Élaboré en 2025, ce schéma identifie trois risques principaux. Dans le département, sept massifs sont classés à risques pour les feux de forêt, auxquels s'ajoutent les risques d'inondation et un risque patrimonial. Pour y répondre, le Sdis d'Indre-et-Loire adapte ses moyens : renouvellement des véhicules de secours, engins renforcés en embarcations, pompes pour les inondations, et acquisition d'équipements spécifiques, comme des bras élévateurs articulés pour les interventions complexes sur les châteaux. En parallèle, « des audits techniques et énergétiques permettent de cartographier l'état du parc immobilier et de prioriser les investissements »,

explique Jérémie Godart, chef du groupement bâtiments et infrastructures. Le Sdis d'Indre-et-Loire mobilise chaque année entre 7 et 10 millions d'euros d'investissement pour financer les équipements, la rénovation immobilière et, cette année, la création de la nouvelle caserne de pompiers du Louroux. Stéphanie Leclerc, cheffe du groupement finances et commande publique du Sdis, précise : « Ces projets sont financés par un équilibre entre autofinancement et recours à l'emprunt, soit environ un tiers des investissements. » Cette année, La Banque Postale a répondu à un appel d'offres pour l'octroi d'un prêt social de 2,2 millions d'euros, dans la continuité des financements réalisés en 2013 et 2022. Ils s'inscrivent dans une logique de soutien à des projets à impact environnemental et social, en cohérence avec les engagements de La Banque Postale en matière de finance durable.



39 000 interventions par an en moyenne assurées par les pompiers du Sdis d'Indre-et-Loire.



« Nous sommes un établissement public qui compte 2 500 agents avec plusieurs statuts : 2 000 sapeurs-pompiers volontaires et 500 agents permanents, dont 350 professionnels. Notre organisation repose largement sur l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires, qui habitent à proximité des centres et rejoignent la caserne pour partir en intervention, ce qui nécessite un maillage territorial fort. Nous devons aussi adapter nos casernes à l'évolution des effectifs,

incluant davantage de femmes sapeurs-pompiers. Dans certains centres anciens, les vestiaires ne sont pas adaptés, ce qui nécessite des aménagements. Ce besoin se traduit par des investissements dans nos casernes, nos équipements et notre organisation, afin de maintenir une réponse opérationnelle efficace et la soutenabilité de nos projets. »

Colonel Éric Collard, directeur adjoint du service départemental d'incendie et de secours (Sdis) d'Indre-et-Loire

Université des maires : accompagner les élus dès le début du mandat



L'Association des maires et des présidents d'intercommunalité d'Eure-et-Loir a organisé, le 28 avril, l'Université des maires. Un rendez-vous destiné à accompagner les équipes municipales nouvellement élues dans les défis du début de mandat. À cette occasion, La Banque Postale est intervenue pour présenter les principes budgétaires essentiels des collectivités territoriales.

Dans un département marqué par un fort renouvellement, avec 150 nouveaux maires sur 363 communes, l'entrée en fonction des équipes municipales constitue une étape déterminante du mandat. Joël Billard, président de l'Association des maires d'Eure-et-Loir, rappelle que « dès le départ, il faut assurer la continuité, appréhender la fonction de maire et surtout penser à un projet de territoire. C'est ce qui va guider tout le mandat ». L'Université des maires permet de poser ces repères dès l'installation du conseil municipal, en abordant les conditions d'exercice du mandat,

20 projets régionaux liés à la transition écologique et à la cohésion sociale financés par La Banque Postale en 2025, soit 58 millions d'euros sous forme de prêts sociaux et 20 millions d'euros de prêts verts.

le fonctionnement du conseil municipal, les responsabilités et les pouvoirs du maire, ainsi que les fondamentaux de l'élaboration budgétaire. Sur ce dernier volet, Philippe Baeteman, responsable d'études financières à La Banque Postale – premier prêteur bancaire des collectivités locales⁽¹⁾ –, est intervenu pour former les élus à élaborer, construire, fixer et exécuter un budget local. À travers une présentation à la fois pédagogique et concrète, il a rappelé les principes essentiels du budget et apporté des clés opérationnelles dans un contexte financier exigeant. Ce temps de rencontres, auquel 113 maires ont participé, facilite également les interactions avec les partenaires institutionnels. « L'intérêt de cette Université des maires, c'est d'avoir une relation vraiment directe avec tous les acteurs avec lesquels les élus seront amenés à travailler : services de l'État, syndicats, chambres consulaires, partenaires publics ou privés, comme La Poste », souligne Joël Billard. Et d'inviter les élus à mieux connaître l'ensemble des services proposés par La Poste, pour accompagner notamment les collectivités sur des thématiques, telles que les financements, les diagnostics de territoire, les services de proximité aux habitants, la transition écologique et la mise en œuvre de solutions numériques adaptées aux communes.

(1) Source : Observatoire de la dette des collectivités locales – Finance Active 2025.



#connecter

Avec le Café IA, La Poste démocratise l'intelligence artificielle

Le premier Café IA a été organisé à Orléans par La Poste, en partenariat avec le Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion (Crep) du Loiret, pour accompagner une quinzaine de femmes en réinsertion professionnelle. Un temps pour favoriser l'échange, la compréhension et l'appropriation des enjeux de l'intelligence artificielle.

Cette initiative s'inscrit dans une démarche nationale portée par le Conseil national de l'IA et du numérique, qui vise à faire émerger une culture partagée de l'IA, accessible à tous. Déployés partout en France, les Cafés IA proposent des espaces de dialogue pour débattre des usages, des enjeux et des impacts de ces technologies. En s'associant à cette initiative, La Poste réaffirme son engagement à réduire la fracture numérique, à créer du lien, à renforcer le tissu social et à ouvrir l'accès au numérique au plus grand nombre. Grâce à l'engagement de ses collaborateurs formés, elle accompagne concrètement les citoyens dans l'appropriation du numérique. L'événement organisé dans les locaux orléanais du Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion du Loiret a réuni 15 femmes en réinsertion professionnelle. Marie-Laure Quintin, cheffe de projet data et IA à La Poste et animatrice, souligne : « L'objectif n'est pas d'apprendre à utiliser un outil, mais de développer un regard critique. »

Au cœur du dispositif : une pédagogie fondée sur la participation active. Débats, mises en situation et retours d'expérience permettent aux participantes d'identifier les opportunités et les points de vigilance, à travers des échanges sur des sujets comme l'environnement ou la place de l'humain dans les métiers. Et de reconnaître que « l'IA n'est pas une fatalité : il faut apprendre à vivre avec, tout en gardant le lien humain ». Un temps d'échange inclusif et pédagogique, où chacune a pu poser ses questions, partager ses interrogations et expérimenter des outils concrets pour mieux appréhender l'IA, sans jugement. Au-delà de la sensibilisation, ce Café IA constitue un levier d'employabilité, en aidant chacun à se projeter dans un monde du travail en mutation.



« Issues du Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion du Loiret, les 15 participantes étaient accompagnées dans le cadre de 2 actions : Rebonds Entrepreneuriat au féminin et Rebonds 100% Femmes. Elles ont participé à cet atelier en complément de leur accompagnement. Après six mois consacrés à construire leur projet professionnel, ce Café IA est venu enrichir leur parcours en leur faisant découvrir les apports de cet outil, ainsi que les écueils à éviter. »

L'objectif était de montrer comment l'intelligence artificielle peut aider à structurer un projet, à mieux valoriser son parcours et à gagner en pertinence dans ses démarches. L'IA constitue ainsi un appui, à condition de l'utiliser avec discernement et de rester pleinement actrice de son projet. »

Alégué Mfam, directrice du Club régional d'entreprises partenaires de l'insertion du Loiret

33% des Français utilisent l'intelligence artificielle, pourtant **56%** n'ont pas confiance en l'IA et **85%** souhaitent développer leurs compétences numériques.

(Source : Baromètre du numérique 2025.)

Faciliter les élections professionnelles avec le vote électronique

En décembre, les 1 700 agents du conseil départemental de Loir-et-Cher participeront aux élections professionnelles. Pour la troisième fois, la collectivité renouvelle le recours au vote électronique, avec l'appui de Docaposte et de sa filiale Voxaly, pour faciliter la participation des agents tout en sécurisant le scrutin.

Temps fort de la vie administrative, les élections professionnelles jouent un rôle central dans la qualité du dialogue social, en garantissant la représentation des agents. Pour les élections à venir en décembre, le conseil départemental a donc retenu l'offre de vote électronique de Voxaly pour ouvrir un scrutin pendant huit jours consécutifs, 24 heures sur 24. Il permet à chacun de voter « depuis tout support connecté à Internet, où que l'on soit, et sans contrainte », souligne David Le Lann, ingénieur d'affaires chez Voxaly. Au-delà du scrutin, l'accompagnement de la filiale de Docaposte permet de sécuriser le processus électoral et de simplifier l'organisation pour les équipes des ressources humaines, en éditant, dès la clôture du vote, les résultats consolidés et les principaux documents réglementaires, comme les procès-verbaux ou les listes d'émargement.

Cet accompagnement améliore également la participation des électeurs. Ce choix s'inscrit dans la volonté du conseil départemental de moderniser son administration, tout en maintenant une relation de proximité avec les agents. La collectivité adapte ainsi ses outils à l'évolution des usages numériques, désormais bien ancrés dans le quotidien des agents. En adoptant la solution Voxaly, également retenue par d'autres collectivités et métropoles de la région Centre-Val de Loire, le conseil départemental applique une démarche commune de modernisation des pratiques sur le territoire.



« Le vote électronique s'inscrit pleinement dans notre trajectoire de transformation numérique. S'il demande un investissement stratégique en amont, avec une collaboration étroite entre la direction des ressources humaines et la direction de la transformation numérique, les bénéfices sont réels. La concertation avec les organisations syndicales a permis de construire une relation de confiance

autour d'un outil fiable et auditable. Sur le plan opérationnel, les résultats sont sécurisés, immédiats et incontestables. Pour les agents, le processus est plus fluide, plus confidentiel et offre une période de vote étendue. Ce dispositif contribue à un climat post-électoral apaisé et à un dialogue social renforcé. »

Cyrille Bonvillain, directeur général des services du conseil départemental de Loir-et-Cher



« Agir maintenant, c'est éviter que les fractures sociales ne s'aggravent »

Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation, **Antonia Höög** œuvre au quotidien pour éviter le renoncement aux droits et faciliter la vie de chacun, notamment dans les quartiers prioritaires et en ruralité. À travers son expérience des coopérations territoriales entre associations, entreprises et collectivités, elle décrypte la manière dont ces alliances permettent de répondre aux enjeux des solidarités locales.

MINI-CV

Depuis octobre 2025
Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation.
En juin 2025, Keolis succède au groupe La Poste à la présidence du réseau national Pimms Médiation.

Depuis septembre 2022
Directrice RSE du Groupe Keolis.

2018-2022
Directrice Stratégie du Groupe Keolis.

Depuis toujours
Passionnée par les enjeux sociaux et environnementaux.



REFLEXIONS

Pourquoi les solidarités locales sont-elles un enjeu stratégique du mandat municipal ?

Une étude récente⁽¹⁾ montre que les Français ont de moins en moins confiance dans les institutions nationales, mais qu'ils font encore confiance au maire de leur commune. C'est donc là, au niveau de cette maille locale, que l'on peut réparer les fractures sociales et accompagner les personnes vulnérables. La vulnérabilité ne doit surtout pas être perçue comme quelque chose de stigmatisant car nous serons tous vulnérables à un moment de notre vie. Ce qui compte, c'est d'avoir une société qui fait attention à ceux qui traversent un moment difficile, quelle qu'en soit la durée. Dans les actions de notre réseau Pimms Médiation, nous voyons surtout l'impact du vieillissement de la population et la digitalisation de la société, mais la vulnérabilité peut avoir d'autres raisons. Pour les collectivités, agir en faveur des solidarités locales bénéficie aux administrés, à leur bien-être, à leurs interactions sociales et économiques, et donc à l'attractivité du territoire.

En quoi la mobilisation tripartite – associations, entreprises, collectivités – est-elle pertinente pour répondre à ces enjeux ?

Une personne vulnérable l'est rarement à un seul titre. Elle peut cumuler des difficultés numériques, de mobilité, d'accès aux droits, une précarité énergétique... L'association lui consacre une capacité d'écoute et du temps, difficiles à trouver auprès d'une administration, l'accompagne et l'oriente vers le bon acteur local pour répondre à ses besoins. Les entreprises partenaires ont souvent une mission de service public, elles apportent des savoir-faire, des ressources. Et pour la collectivité qui met en œuvre les politiques sociales sur son territoire, l'impact de cette mobilisation tripartite est un levier puissant de cohésion et d'attractivité territoriales.

C'est la complémentarité de ces trois cultures qui fait la force du dispositif et qui est source d'optimisme.

Comment Pimms Médiation parvient à mobiliser concrètement ces acteurs ?

Les 36 associations Pimms Médiation fonctionnent chacune avec une gouvernance locale où siègent élus, entreprises partenaires et acteurs du territoire, pour définir la stratégie et les actions locales de Pimms Médiation. Des médiateurs sociaux interviennent, par exemple, dans des bureaux de poste lors des journées de versement des prestations sociales, moments où les besoins d'accompagnement sont plus intenses. Les médiateurs interviennent en pied d'immeuble, en lien avec les bailleurs sociaux, ou utilisent même des triporteurs électriques pour aller au contact de publics différents, pour les informer des aides existantes et faciliter l'accès aux services publics. Quelque 93% des demandes que nous recevons touchent au numérique, et cette tendance ne fera que s'accroître, surtout avec l'arrivée de l'intelligence artificielle. Agir maintenant, c'est éviter que ces fractures ne s'aggravent.

En quoi le groupe La Poste est-il un acteur à part entière de ces coopérations ?

La Poste est partenaire de Pimms Médiation depuis sa création il y a 30 ans et La Banque Postale l'est depuis 2018 sur l'inclusion bancaire. La Poste a un ADN de service public, comme ses collaborateurs qui ont un socle d'engagement territorial très fort et une vraie culture du service au quotidien. La présence de La Poste partout sur le territoire permet un maillage complémentaire au nôtre. Des passerelles d'emploi permettent aussi à certains médiateurs de rejoindre La Poste, et le groupe fait régulièrement des dons de matériel informatique reconditionné pour équiper nos points d'accueil.



ÉCOUTEZ LE PODCAST
D'ANTONIA HÖÖG « PARLONS
IMPACTS POSITIFS »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) Étude Ipsos-Cevipof-AMF, juillet 2025.